

Vendredi 12 septembre 2014

Election du président de la Polynésie française

Discours de candidature de M. Edouard Fritch

Monsieur le Haut-commissaire de la République,
Monsieur le vice-président de l'assemblée de la Polynésie française,
Messieurs les sénateurs,
Monsieur le Conseiller économique, social et environnemental,
Monsieur le secrétaire général de la Polynésie française,
Monsieur le vice-président du Conseil économique, social et culturel,
Mesdames et Messieurs les représentants,
Messieurs les Administrateurs d'Etat,
Monsieur le Trésorier payeur général,
Monsieur le président de la chambre territoriale des comptes,
Amiral,
Monsieur le Président du Syndicat des communes,
Mesdames et Messieurs les représentants des organisations patronales et syndicales,
Messieurs les représentants des confessions religieuses,
Mesdames et Messieurs les représentants des services et établissements du pays,
Mesdames et messieurs les représentants des services de l'Etat,
Mesdames, Messieurs,
Chers amis,

Ma candidature à la présidence de la Polynésie française s'inscrit dans un contexte particulier puisqu'elle résulte de faits extérieurs au fonctionnement ordinaire de nos institutions, événements sur lesquels je n'ai pas eu de prise et qui se sont imposés à nous tous.

Elle ne constitue toutefois pas une surprise puisque le président Gaston Flosse a toujours annoncé que, s'il venait à être empêché d'exercer ses fonctions, je serai appelé à lui succéder. Ce n'est pas une surprise pour les représentants que vous êtes. Ce n'est pas non plus une surprise pour ceux qui nous ont tous élu, et plus largement pour toute la population, puisque cela avait été évoqué publiquement lors de la campagne électorale d'avril et mai 2013.

C'est un contexte particulier car il s'agit pour moi d'avoir la lourde tâche de succéder à celui qui, à juste raison, domine l'histoire politique contemporaine de notre pays.

Beaucoup ont eu la critique facile à son égard, mais il reste, j'en suis intimement persuadé, celui qui, par son caractère visionnaire et sa force de volonté, a façonné la Polynésie moderne.

C'est en toute connaissance de cause qu'une majorité de Polynésiens a choisi de lui faire à nouveau confiance l'an passé, sachant que, menant la liste du Tahoeraa Huiraatira, il serait porté à la présidence du Pays en cas de victoire, pour mettre en œuvre le programme sur lequel nous avons été élus.

Je ne prétends pas être ou devenir Gaston Flosse, il est unique. En revanche, je suis Edouard FRITCH, avec mes convictions propres, ma sensibilité, ma manière de faire, mes ambitions et ma fidélité absolue à mon pays, à mon parti et aux engagements pris par celui-ci devant la population.

Ma candidature s'inscrit donc tout à la fois dans ma différence et dans la continuité des engagements que nous avons pris devant la population, avec toujours la même foi de reconstruire ensemble !

Ces engagements, je vous en rappelle les principales lignes :

- Renouer des liens de confiance et de responsabilité avec l'Etat ;
- Assainir les finances publiques et restaurer la confiance avec les bailleurs de fonds ;
- Relancer l'économie, l'investissement productif et créer des emplois ;
- Valoriser nos ressources propres ;
- Restaurer les solidarités.

Dès son installation, le gouvernement présidé par Gaston Flosse a présenté à notre assemblée un grand nombre de mesures. Certaines ont été courageuses parce qu'impopulaires.

En tout cas elles ont permis d'assainir les finances. Elles ont permis de restaurer la confiance de l'Etat et des bailleurs de fonds. Elles ont permis aussi de dégager des marges de manœuvre budgétaires pour relancer les premiers chantiers structurants.

Nous verrons tout cela dans le détail lors de nos prochains rendez-vous budgétaires.

En 18 mois, c'est un travail de redressement considérable qui a été effectué, après 10 années d'instabilité qui ont paralysé la décision politique, empêchant de faire face à la crise sans précédent qui a frappé notre pays, entraînant le dénuement de milliers de familles.

Le programme politique que nous avons présenté devant les électeurs a été enrichi par une déclinaison de 50 mesures opérationnelles d'un plan de relance présenté en avril dernier.

Là encore, un grand nombre de ces mesures a déjà trouvé leur concrétisation.

Mais nous sommes encore loin d'avoir réalisé tous nos engagements.

Il m'appartiendra de poursuivre le travail entrepris. Ma feuille de route, c'est celle qui a été approuvée, d'abord par les instances du Tahoeraa Huiraatira, mais surtout par les électeurs qui ont souhaité nous donner une majorité confortable dans cet hémicycle.

Il est de ma responsabilité politique de continuer à appliquer notre programme. Personne dans cette assemblée ne pourra contester ma loyauté à l'égard de mon parti, mais surtout de nos électeurs. Personne dans cette assemblée ne pourra contester un programme qui résulte de l'expression du suffrage universel.

Je vous le disais à l'instant, nous sommes encore loin d'avoir réalisé nos engagements. Gaston Flosse a mis un accent particulier sur les grands chantiers, avec des financements extérieurs, qui sont de nature à relancer notre économie, et surtout à relancer l'emploi.

Je partage bien entendu cet objectif et j'ai toujours porté l'idée que nous devons faire appel aux investissements privés, qu'ils soient locaux ou extérieurs, pour accompagner la modernisation de notre économie et la relance de l'emploi, en complément des concours de l'Etat ou de l'Europe.

Mais vous m'avez aussi entendu dire dans cette enceinte, notamment lors de l'ouverture de la session administrative, que si les polynésiens avaient bien compris la possibilité d'avoir recours à des investissements étrangers, il fallait faire preuve de communication et de pédagogie, sinon de prudence et de modération dans notre enthousiasme.

En aucune manière, il ne faut laisser penser que l'appel aux capitaux extérieurs pourrait se faire au détriment de nos investisseurs locaux, de nos entreprises, plus globalement des polynésiens, qui doivent demeurer les premiers bénéficiaires de notre action.

Alors oui, pour répondre à une interpellation, je fais confiance à nos entreprises. Ce sont elles qui sont aux avant-postes du combat. C'est avec elles avant tout que nous reconstruiront durablement notre économie.

Je fais surtout confiance aux Polynésiens, sans pour autant exclure quelque financement qui pourra nous remettre sur la voie du progrès.

Je le redis là, j'ai fait mien le slogan de campagne du Tahoeraa Huiraatira, « la foi de reconstruire ensemble ». C'est ce dernier mot qui m'importe le plus. « Ensemble » ! Et j'ai cette foi de rassembler pour le progrès.

Ce progrès ne pourra pas faire l'économie de réformes de fond, comme le Tahoeraa Huiraatira s'y est engagé.

Nous avons une feuille de route validée par les électeurs et je m'y tiendrais.

Les voies de la réforme, nous les avons explorées de manière collective au cours de ces dernières années. Nous les avons explorées au travers des assises du logement, de la fiscalité communale, du numérique, de l'outre-mer, de la fonction publique et bien d'autres encore.

Nous n'en sommes plus à tout vouloir réinventer ou à penser. Le programme du Tahoeraa Huiraatira a tiré les meilleurs enseignements de toutes ces réflexions collectives. Elles demandent aujourd'hui à se traduire en actes concrets de réformes, perceptible par nos compatriotes. C'est la tâche qui m'est assignée.

Déjà, nous avons entrepris, avec succès, la consolidation de nos finances publiques. Cette consolidation ne pourra pas faire l'économie d'une réforme en profondeur de notre

administration. Une administration qui doit se concentrer sur ses missions de base, le service public et la régulation, et laisser, pour le reste, libre champ à l'initiative privée.

Cette consolidation ne peut pas faire l'économie, non plus, d'un retour à l'équilibre des comptes sociaux. Les débats sur ce point sont largement engagés. Il convient de concrétiser rapidement les réformes identifiées pour garantir le meilleur système de protection sociale et sanitaire aux Polynésiens, sans que cela ne pèse trop lourdement sur le développement de notre collectivité.

Tout en assumant nos responsabilités propres, il me semble essentiel sur ce point que l'Etat nous accompagne dans le cadre de la solidarité nationale.

Les Polynésiens ont déjà consentis de gros efforts. Les prélèvements fiscaux et sociaux ont aujourd'hui atteint les limites du supportable pour la grande majorité de nos compatriotes. Ils aspirent à une relative pause fiscale, pour décider eux-mêmes de l'utilisation de l'affectation en dépenses de leur pouvoir d'achat.

Cette aspiration me semble compatible avec le dossier pris à bras le corps par le vice-président de mettre en œuvre un de nos engagements de campagne relatif à la réforme générale de notre fiscalité. Nous irons dans le sens d'une plus grande équité en faveur de l'initiative privée et d'un renforcement de l'autonomie financière des communes.

Nos encouragements vont vers ceux qui, malgré la crise, ont continué à soutenir notre économie. Vers ceux qui ont maintenu au maximum du possible les emplois, au cours de ces dix dernières années.

Je sais que nos entreprises locales ont aussi la foi de reconstruire, pour autant que l'on prenne bien en compte leurs difficultés : celle d'un excès de fiscalité et de cotisation ; celle d'un code du travail manquant de souplesse ou d'adaptation à nos réalités propres ; celle de la versatilité du système concurrentiel mondialisé dans lequel nous évoluons.

A cet égard, je veux donner un vrai contenu au dialogue social et au partenariat naturel entre les pouvoirs publics et les partenaires sociaux. Je souhaite, de ce point de vue, que la culture du partenariat constructif, chère à nos amis d'Europe du Nord et d'Allemagne, imprègne progressivement nos relations sociales, pour parvenir à tout faire pour éviter des situations conflictuelles toujours trop pénalisantes pour tous.

Nous avons besoin de nous faire confiance. Nous avons besoin de travailler tous ensemble, sur un pied d'égalité, le temps nécessaire au dégagement d'un compromis acceptable par tous.

Nous souhaitons amener de la sérénité et de la cohésion dans nos rapports sociaux ; donc de la force et de l'unité face à l'adversité et aux difficultés du moment.

Je voudrais également m'adresser aux maires de Polynésie française. Je voudrais leur dire qu'à mes yeux, les communes représentent l'un des trois piliers institutionnels de la Polynésie française aux côtés de l'Etat et du Pays.

Nos communes et le Pays s'occupent et se soucient des mêmes demandeurs d'emploi. Ils se soucient des mêmes familles en quête de logement, des mêmes enfants scolarisés. Bref, nous avons la même population à aider et à faire grandir. Il est donc aisément compréhensible que nous devrions conjuguer nos efforts et nos interventions dans un esprit complémentaire et concerté.

La relance de notre économie passe aussi par le partenariat avec les communes. Les chantiers communaux sont essentiels dans la reprise de l'activité économique, d'autant qu'ils sont pourvoyeurs d'emplois au plus près de la population et générateurs de consommation. Ils sont aussi complémentaires aux projets du Pays, l'exemple du projet Mahana Beach étant illustratif à cet égard.

Je suis bien placé pour savoir dans quelle situation tendue sont les budgets communaux. Je sais également l'importance des besoins en investissement de proximité des communes, et par voie de conséquence, leur contribution potentielle à notre dynamisme économique.

En effet, les obligations environnementales qui incombent désormais aux communes, notamment en matière d'eau potable, de traitement des déchets et des eaux usées, représenteraient, selon une étude réalisée par l'AFD, un investissement de près de 100 milliards de francs.

Il est évident que nos communes ne pourront pas financer elles seules, l'ensemble de ces travaux obligatoires. Un partenariat Etat-Pays-communes est donc incontournable.

Pour moi, aux côtés de l'action de développement économique propre au Pays, à l'Etat et au secteur privé, il convient dorénavant de placer et d'encourager la contribution particulière des communes.

C'est la raison pour laquelle, en sus d'un contrat de projets Etat – Pays, je continuerai à me battre pour obtenir la conclusion d'un contrat de projets Etat – Pays – Communes, pour le financement de leurs propres programmes.

Une autre grande question se pose également à nos communes. Elle est posée depuis 5 ans, sans qu'il y ait eu d'avancée sensible. Il s'agit de la question plus large du financement des communes. Cela consiste à poser, à la fois, la question du Fonds Intercommunal de Péréquation, le FIP, de la fiscalité communale et des transferts financiers de l'Etat à ses communes.

J'avais, en 2010, lors de ma dernière fonction gouvernementale de Vice président de la Polynésie française, en charge du développement des communes, largement ouvert le chantier de la fiscalité communale. Je reprendrai ce chantier là où il fut laissé. En tout cas, j'accorderai, comme je l'ai toujours fait, une attention particulière au développement communal.

C'est aussi la raison pour laquelle j'entends donner à la Délégation au développement des communes, la DDC, une nouvelle dimension, autre que celle d'un simple financeur. Je

souhaite renforcer ses missions d'accompagnement des communes et des maires dans la définition de leurs projets et en lui donnant les moyens de cette politique.

Pour cette fin d'année, entre autres mesures, je demanderai la mise en place de crédits supplémentaires en faveur des aides aux communes. A cet effet, j'ouvrirai, à titre exceptionnel, une session complémentaire de dépôt et d'instruction des projets communaux. Ceci nous évitera d'attendre le mois de février 2015, date normale de la prochaine session de dépôt de dossiers.

Enfin, je n'oublie pas que reste en instance le dossier des transferts de terrains militaires aux communes touchées par la restructuration des armées. Je m'engage à tout faire pour conclure, dans l'intérêt de tous, cet important dossier.

Le partenariat, c'est aussi celui que nous avons avec l'Etat. Je peux dire que les relations de confiance ont été rétablies. Le dialogue est aujourd'hui permanent avec les autorités de l'Etat à Paris, grâce à nos parlementaires. Monsieur le Haut-commissaire est, ici, également à l'écoute du Pays et de ses préoccupations.

Je tiens ici à le remercier de sa présence aujourd'hui, ce qui me semble une marque de considération à l'égard de nos institutions.

Je m'inscris bien sûr dans la continuité de ce dialogue retrouvé, d'autant que nous aurons très rapidement à conclure les différentes conventions qui fondent notre partenariat.

Le partenariat, encore, doit s'exercer avec vous, les élus au sein de cette assemblée. Vous êtes bien sûr, en tant que législateurs, au centre du dispositif de la prise de décision puisque c'est vous qui adoptez les textes proposés par le gouvernement.

Je suis aussi pleinement conscient qu'étant élus au suffrage universel, les Représentants portent les aspirations et les attentes de nos populations. Vous exercez ou devez exercer un contrôle politique, au sens noble du terme, sur la pertinence et la justesse de nos initiatives gouvernementales, au regard de nos engagements de campagne et des attentes de nos populations.

Je l'ai déjà dit publiquement, notre régime avant d'être présidentiel, est avant tout parlementaire. Cela m'impose, en termes de gouvernance, une conduite de respect et d'écoute à tenir à l'égard de tous les membres de notre assemblée représentative.

De plus, je n'ignore pas vos possibilités d'initiative parlementaire et d'amendement des textes du gouvernement. Je ne me choquerai pas que vous fassiez usage de vos prérogatives en bonne intelligence commune. Tout ne peut plus être attendu du gouvernement. Vous devez prendre votre part de l'œuvre.

Je souhaite fortement – et j’y veillerai - que les membres du gouvernement se rendent disponibles dès lors que les élus souhaiteraient avoir les informations nécessaires à la parfaite compréhension des textes qui leur sont proposés et aux objectifs recherchés, ainsi que pour l’élaboration de leurs propositions rédactionnelles.

Je souhaite aussi que nous mettions en œuvre une action transparente d’évaluation de nos politiques publiques. Pour cela, nous adapterons nos structures et nos procédures pour vérifier que nos objectifs législatifs et réglementaires soient correctement atteints ou qu’ils doivent faire l’objet d’évolution ou d’une révision.

Bien sûr, je sais pouvoir m’appuyer en premier lieu sur une majorité confortable et sur la loyauté sans faille des élus du groupe Tahoeraa Huiraatira. Je serai prêt à ce que nous définissions ensemble une méthode de travail qui vous permettra d’être impliqués, dans le cadre de la majorité gouvernementale, à la préparation des textes.

Vous me connaissez. Je suis ouvert à la discussion et à la concertation, à l’apport et à l’échange. Président de la Polynésie française, je demeurerai attaché à donner à l’opposition sa juste place et à dialoguer sérieusement avec elle, comme avec quiconque partagerait le souci du devenir heureux de notre communauté.

Chacun, sans exclusive, doit pouvoir apporter sa pierre à la construction de notre pays. Toute bonne contribution est la bienvenue. Mais être à l’écoute ne signifie pas que je céderai aux pressions, qu’elles soient politiques ou catégorielles.

De manière raisonnée, nous avancerons, dans le respect de chacun, dans le respect des prérogatives de chacun et pour satisfaire l’intérêt général qui doit être le seul souci d’un responsable politique.

C’est en tout cas mon ambition. La fonction de président de la Polynésie française doit garantir cet intérêt général, le rassemblement de tous, le dialogue avec tous.

A cet égard, je reconnais volontiers que la Polynésie française est désormais inscrite sur la liste des pays à décoloniser. Face à cette initiative que nous avons combattue, je voudrais à nouveau dire à nos amis de l’UPLD que nous ne sommes plus colonisés.

Dans le respect de la démocratie, je ferai également entendre, auprès des instances de l’ONU, la voix de tous les Polynésiens de sensibilité autonomiste. Je leur dirai que le son de cloche déployé par le Tavini et porté aveuglément par certains petits Etats du Pacifique ne reflète pas la réalité et les convictions d’une grande partie de notre population.

Autrement dit, devant l’ONU, puisque nous y serons invités, il y aura désormais, un autre son de cloche que celui de Monsieur Temaru.

Je me battraï pour donner aux responsables de l’ONU une image plus conforme de notre pays auprès de ces instances internationales.

Bien entendu, je n'empêcherai pas l'UPLD de prêcher pour sa paroisse. Nous sommes dans un pays libre. Vous pouvez profiter de votre liberté de parole et de circulation pour exprimer vos opinions. Je les respecte, mais vous devrez également respecter les nôtres.

Devant l'ONU, je n'aurai pas besoin de l'Etat pour me dicter mes paroles. Je serai assez grand et suffisamment responsable pour porter la voix de la majorité des Polynésiens.

C'est dans ce même esprit de responsabilité que je voudrais également que nous cessions de rejeter toutes nos faiblesses sur l'Etat. Je suis de ceux qui pensent que si nous faisons preuve de faiblesses dans nos discussions et dans nos négociations avec l'Etat, ce n'est pas parce que nous sommes face à un Etat colonialiste, c'est parce que nous montrons, parfois de l'incompétence, parfois des complexes d'infériorité, parfois une absence totale de préparation de nos dossiers.

L'Etat français du XXIème siècle n'est plus un état colonial. Je ne dis pas cela pour défendre l'Etat.

Je dis cela pour nous réveiller. Pour réveiller les Polynésiens afin que nous nous assumions en hommes libres et fiers de leur identité. Il ne revient qu'à nous de faire preuve de compétences, de sérieux et d'aptitude à dialoguer d'égal à égal avec les représentants de l'Etat.

Je ne suis pas de ceux qui fustigeront l'Etat d'un certain nombre de qualificatifs désobligeants pour masquer nos propres faiblesses. Je suis de ceux qui, ayant réclamé l'Autonomie, conformément à l'esprit voulu et initié par Gaston Flosse il y a 30 ans, désirent que les Polynésiens et ses représentants soient pleinement aptes à se gouverner librement et démocratiquement.

Oui, je suis fier d'être Polynésien ! Oui j'aime mon pays ! Oui je suis pour une Polynésie pleinement responsable. Sur ce désir de responsabilité et d'être nous-mêmes, nous devrions tous, au sein de cet hémicycle, être unis et consensuels pour affirmer notre identité et nos particularités culturelles et politiques.

Je n'ai pas peur de dire que nous sommes différents des Français d'Europe. C'est une réalité et une vérité. Je n'ai pas non plus peur de dire que je suis fier d'être un Français du Pacifique, différent de celui d'Europe.

C'est pourquoi, face à notre volonté de responsabilité, exprimée depuis Pouvanaa à sa manière et à son époque, je souhaite avoir à faire à un Etat respectueux de notre Autonomie, et je dirai même de notre autochtonie dans ses dimensions institutionnelles et culturelles.

L'autochtonie est une notion qui donne du sens à ce combat initié par Pouvanaa et mené à terme par Gaston Flosse qui a abouti à l'autonomie : le libre gouvernement par des Polynésiens.

L'autochtonie a une réalité en Polynésie française tant nous sommes attachés à notre terre, à nos origines, à notre histoire et à notre culture sans refuser pour autant de nous nourrir des influences extérieures. La nier, c'est perpétuer un jacobinisme rétrograde, source, d'une part, de préjugés néfastes à un dialogue républicain et, d'autre part, de blocage et d'incompréhension.

Mes chers amis, il me tenait à cœur de clarifier ma vision des relations que je souhaite engager avec l'Etat.

Je souhaite donc une Polynésie et des Polynésiens décomplexés, compétents et capables de dialoguer d'égal à égal avec les représentants d'un Etat respectueux de notre identité et de nos institutions. Ce respect mutuel sera le gage d'un partenariat intelligent et facteur de progrès pour tous.

Je sais par expérience que le dialogue entre la Polynésie française et l'Etat est possible. Je viens de passer deux années à l'Assemblée nationale et je puis vous affirmer que j'ai trouvé, au sein du gouvernement central, une écoute et une volonté de travailler pour un avenir serein.

Je puis aussi vous dire que cette écoute et ce dialogue supposent que nous soyons des interlocuteurs sérieux et capables d'apporter une argumentation technique et juridique sensée.

Etre sérieux et rigoureux, ce ne sont pas des exigences de colonialistes. Ce sont des exigences normales et universelles, des exigences que nous appliquerons dans notre gouvernance.

Monsieur le Haut Commissaire, j'ai la volonté de dialoguer avec vous, comme l'a fait mon prédécesseur. J'ai la volonté de continuer à faire de la Polynésie française une terre de paix, une terre de partage, une terre du vouloir vivre ensemble.

Parler de partage, c'est aussi montrer de la solidarité envers nos compatriotes des archipels. J'ai beaucoup parcouru nos îles des Tuamotu, des Marquises, des Australes et des Iles sous le Vent. Ils savent que je les aime et que j'aurai toujours une attention particulière pour leurs besoins et leur bien-être. Aussi, je dis à mes compatriotes des îles que vous serez constamment présents dans mon esprit et dans l'action du futur gouvernement.

Parler de partage et de vivre en commun, c'est également avoir une démarche volontariste envers nos jeunes. On ne peut pas parler d'avenir tout en ignorant les jeunes. On ne peut pas construire l'avenir et les mettre sur le côté du chemin. L'avenir doit se construire, certes avec des adultes, mais aussi avec les jeunes. Mon souci sera de préparer une jeunesse en bonne santé et le mieux éduquée possible. Là aussi, j'entends accorder aux jeunes de notre pays, dans leurs actions scolaires, sportives ou culturelles, une place significative.

Notre jeunesse est dans l'élite mondiale du surf, du paddle, du va'a, du beach soccer, du jiu-jitsu brésilien, du ori. Une jeunesse exemplaire ne peut que favoriser l'excellence.

Mes chers amis, j'en appelle aujourd'hui à votre confiance. Si l'on veut aborder l'avenir sereinement, il ne faut plus céder aux invectives et aux querelles de personnes. Je souhaite que s'instaure des relations apaisées, mutuellement respectueuses et constructives.

Je ne suis pas un adepte du consensus mou. D'ailleurs, je n'y crois pas. Nous avons tenté le fameux 7/7/7 pour favoriser l'apaisement et nous rassembler sur le seul objectif du développement du Pays.

Force est de constater que nos visions respectives de l'avenir de ce pays divergent fondamentalement et qu'il s'agit là d'un vrai clivage idéologique et politique. La démocratie permet à chacun d'exprimer et de se battre pour ses convictions. C'est un débat, voire un combat noble.

L'essentiel en politique, c'est de permettre aux différentes visions de gestion de la cité de se confronter dans des débats empreints de dignité, de recherche du bien commun et de progrès.

Je préfère avoir à faire face à des clivages politiques riches en débats et en idées qu'un consensus stérile et hypocrite.

L'intérêt de la Polynésie, c'est que nous soyons tous rassemblés sur l'objectif de faire gagner notre pays, chacun et chacune dans son originalité et sa créativité. Ayons tous la foi de reconstruire ensemble.

Je ne saurai conclure mon propos sans avoir plus qu'une pensée pour la secrétaire générale, Jeanne Santini, pour les chefs de service, les cadres et les agents de notre noble assemblée. Pendant tout le temps qu'il m'a été donné d'exercer mes fonctions de président de cette institution, j'ai été confronté à des femmes et à des hommes de grand talent, conscients de leurs devoirs d'exemplarité, ardents au travail et de bon conseil.

Mon regret sera de devoir les quitter alors que nous avons entrepris ensemble de grands chantiers de réforme, dont celui de la réorganisation de nos services et de la modernisation de notre règlement intérieur. J'invite très chaleureusement mon successeur à faire aboutir complètement et comme convenu ce chantier, qui est avant tout le leur, car il vise à préparer l'institution à se moderniser et à être plus efficace.

Merci pour ce que vous m'avez donné, à moi et à mes collaborateurs ; merci pour ce que vous êtes ; merci enfin pour notre Pays.

Mes chers amis, vous avez bien compris que mon action s'inscrira dans la continuité, dans le partenariat avec l'Etat, les collectivités et les entreprises privées locales. Ensemble, nous réussirons la reconstruction.

Je vous remercie pour votre attention.